

Lors de son AG annuelle de janvier, PAGV a décidé de rédiger régulièrement une lettre qui sera adressée à ses sympathisants. Il s'agira d'informer largement de nos réflexions, de notre activité et ainsi, nous l'espérons, d'élargir notre audience. Nous envisageons également d'organiser des débats où nous pourrions échanger sur des sujets d'actualité, qu'ils soient d'ordre purement local ou non. En attendant, voici La Lettre n°1.

Nous suivre :

<https://pontoiseagauchevraiment.wordpress.com>

Nous contacter :

pontoiseagauchevraiment@gmail.com

Le combat pour un Centre municipal de santé continue

Pour faire face à la situation de désert médical qui se profile à Pontoise (cf ci-dessous tableau des généralistes encore en activité à Pontoise), nous militons et travaillons depuis plusieurs mois à la création d'un Centre municipal de santé : un projet porteur de cohésion sociale et d'équité. Les médecins qui y exercent sont salariés et pratiquent le tiers payant. Ils mènent des actions de santé publique, de prévention, d'éducation pour la santé, d'éducation thérapeutique et des actions sociales. La visite du Centre municipal de santé de Pierrefite (93) que nous avons effectuée le 27/02/2018, la réunion publique que nous avons organisée à Pontoise le 31/05/2018 mai, nous ont permis d'affiner notre proposition et d'informer sur cette alternative. C'est sur la base de ce travail, que nous avons pensé que notre élue, Solveig Hurard, pouvait participer au "groupe de réflexion relatif à la création d'une maison médicale", mis en place par la municipalité.

Comme son intitulé l'indique, ce groupe a pour seul objectif de réfléchir à la création d'une maison médicale. Il s'agirait, en effet, de louer un local à trois ou quatre médecins libéraux (pas encore trouvés malgré quelques rencontres) qui seraient exemptés de payer un loyer. Projet pas très ambitieux, pansement sur une jambe de bois, symbole d'une gestion dans l'urgence d'une situation critique pourtant prévisible. Lors de sa première participation, Solveig a défendu la création d'un Centre municipal de santé. Le maire a écouté avec attention, reconnaissant que l'idée avait du sens et que c'était une solution socialement louable. Mais il a affirmé, encore une fois, ne pas avoir les moyens de mettre en place un tel projet qui, dit-il, endetterait la ville. Effectivement, quand on fait le choix du tout voiture avec la création du parking de centre-ville, et du tout sécuritaire avec la vidéo-surveillance, il reste peu de moyens pour une réelle politique de santé publique. Semblant se contenter de ce projet mal ficelé et peu ambitieux, le Maire a annoncé que cette réunion du groupe de travail serait la dernière.

Pourtant, comme la réunion de quartier du 13 février 2019 l'a montré, les habitants des Louvrais sont en attente d'une solution au plus vite et ils ont réagi très vivement à la proposition de création provisoire d'une maison médicale dans le quartier des Cordeliers, en attendant mieux au Louvrais. Seule donc une importante mobilisation populaire permettra de bousculer la mairie et de la forcer à s'engager dans la création d'un Centre municipal de santé. PAGV s'y emploiera.

Tableau des médecins généralistes en activité à Pontoise

Cabinet	Nom	Secteur	Commentaires
4 rue de la Roche	Frasca Robert	1	
14 rue Séré Depoin	Pierre Guibe	2 honoraires avec dépassements maîtrisés	
	Serge Herrera	1	
	Patrice Boury	1	
	Pierre Haidar Alamin	1	
7 avenue J. Mermoz	Olivier Brosse	1	
	Gérard Gaudinat	1	
6 chemin de la Pelouse	Sylvie Cabrita	1	
	Céline Dos Santos	1	
23 Hauts de Marcouville	Agnès Macé	1	
2 bis Place Notre-Dame	Sophie Boileau	1	Retraite juin 2019
	Abdallah Kadi	1	
1 rue Thiers	Farid Marmouz	2 honoraires libres	
7 t bd des Cordeliers	Annick Vennegues Voiru	1	
	Corinne Flores	1	
11 rue Touraine	Hang Tran Thi Thanh	1	

Europacity et la spéculation sur les meilleures terres agricoles d'Île-de-France

Celles et ceux qui ont reçu les vœux du Conseil Départemental pour l'année 2019 ont eu la surprise de constater qu'y figurait une superbe illustration du futur Europacity. Celles et ceux, plus nombreux, qui ont lu l'éditorial de la présidente du Conseil départemental dans le magazine *Val d'Oise* de janvier / février 2019 ont pu constater qu'il ne s'agissait pas d'une erreur. En voici un extrait :

« Les grands projets poursuivront leur ambition comme (...) le projet d'envergure du Triangle de Gonesse, Europacity, qui apportera à notre département croissance, emploi et attractivité pour les décennies à venir. »

Ce qui serait drôle si ce n'était pas tragique, c'est que Madame Cavecchi, après s'être enthousiasmée pour un projet délirant qui va détruire 300 hectares de terres agricoles parmi les plus fertiles d'Ile de France, conclut son éditorial par un hymne à... l'agriculture :

« Je forme également le vœu que 2019 soit l'année de toujours plus de proximité, pour plus de lien et d'actions concrètes au profit de nos concitoyens, dont nos agriculteurs. Le secteur agricole du Val d'Oise qui fait l'histoire et l'identité de notre département, contribue également à son attractivité, et impacte à la fois son économie, ses paysages et son environnement. Penser aujourd'hui l'agriculture de demain, aider les jeunes agriculteurs à s'installer relève donc d'une impérieuse nécessité. »

Reconnaissons que cette ode à l'agriculture et aux agriculteurs ne manque pas de sel de la part d'une défenseuse d'Europacity. Nous aimerions bien savoir ce qu'en pense Gérard Seimbille, vice-président du Conseil Départemental, qui vient de s'exprimer lors du dernier conseil municipal contre l'ouverture à l'urbanisation du secteur de la Croix Saint Siméon qui provoquerait *« une réduction importante des espaces agricoles, ce qui est en contradiction avec les orientations actuelles en matière de développement durable »*. Alors, vérité à Pontoise, mensonge à Gonesse ?

Mais plus sérieusement, tout cela veut-il dire que ce grand projet inutile serait acté et que toutes les conditions de sa réalisation seraient réunies ? Il n'en n'est rien. Lundi 28 janvier, avait lieu au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, une séance opposant des associations (dont les Amis de la Terre) au groupe Auchan afin d'interdire ce projet qui va à l'encontre du bien être des populations environnantes et des décisions de la COP21 de limiter le réchauffement climatique. Lors de cette audience le rapporteur public a demandé l'annulation totale de la révision du plan local d'urbanisme (PLU ; document indispensable au lancement du projet). C'est un nouveau revers pour les promoteurs de ce projet après celui subi en 2017 lorsque le commissaire enquêteur avait rendu un rapport particulièrement défavorable à la révision du PLU. L'une d'entre nous était présente pour soutenir les opposants. Le jugement sera rendu le 22 février prochain (voir toute l'info actualisée sur : nonaeuropacity.com car il est impératif de s'opposer de toute notre énergie à cette calamité).

**Une date à retenir : DIMANCHE 19 MAI 2019 : 3^{ème} Fête
des Terres de Gonesse sur la parcelle cultivée.**